

Sao Paulo / Paris, le 27 février 2018

**Renégociation de l'ALÉNA :
L'industrie automobile mexicaine, évaluée « risque élevé »¹,
pourrait-elle connaître une crise ?**

L'industrie automobile a un poids important dans l'économie mexicaine : sa part est passée de 1,5% du PIB et 8,5% de la production manufacturière en 1993 à 3% du PIB et 18% de la production manufacturière en 2015. Le pays abrite également 28 usines automobiles qui génèrent 1,7 million d'emplois directs et indirects. Démarré dès le début de sa campagne électorale, le discours du président Donald Trump hostile aux accords de libre-échange n'a pas encore eu d'impact sur le secteur, et l'intensification du risque est liée à la renégociation de l'ALÉNA et au calendrier électoral mexicain.

L'industrie automobile, un des points les plus controversés de l'accord ALÉNA

Depuis le début de sa campagne électorale en 2016, le président Donald Trump n'a cessé de lancer des attaques contre l'ALÉNA, reprochant à cet accord d'être à l'origine du déficit commercial des États-Unis avec le Mexique et de la destruction des emplois. Parmi les points négociés, l'industrie automobile est sans aucun doute l'un des plus controversés. L'accord actuel stipule que les véhicules finis doivent contenir 62,5% de pièces en provenance des pays partenaires pour pouvoir profiter d'importations sans droit de douane. Au cours des renégociations, les États-Unis ont exigé que cette part passe à 85% dont 50% seraient garantis à des producteurs américains, proposition qui a été catégoriquement rejetée par le Canada et le Mexique. Cette décision ne pourrait pas être favorable pour les exportations mexicaines dans la mesure où six voitures sur dix produites au Mexique sont exportées vers les États-Unis.

Selon le scénario principal de Coface, il est très probable qu'un accord commercial préservant largement les liens commerciaux transfrontaliers entre les trois pays soit atteint, malgré le discours anti-libre-échange des États-Unis et le report des renégociations de l'ALÉNA.

Les relations commerciales très étroites qui existent entre les États-Unis et le Mexique jouent également en faveur de ce scénario. Si les États-Unis décidaient de quitter l'ALÉNA, le gouvernement américain aurait alors à faire face à une forte opposition des industriels américains, d'une part, et des États, d'autre part.

¹ **Les évaluations sectorielles de Coface** (13 secteurs d'activité dans 6 grandes régions du monde, 24 pays représentant près de 85% du PIB mondial) se situent sur une échelle de 4 niveaux : risque faible, risque moyen, risque élevé, risque très élevé.

Risque intensifié par le calendrier électoral mexicain et les tendances de consommation

L'incertitude qui règne au Mexique en raison des élections présidentielles, qui auront lieu le 1^{er} juillet 2018 et coïncideront probablement avec la renégociation de l'ALÉNA, sont susceptibles d'influencer les décisions de consommation des ménages. Fin 2017, l'inflation a atteint 6,8% et le taux d'intérêt de référence a été relevé de 450 points de base depuis décembre 2015, atteignant 7,5% par an en février 2018. L'immatriculation des véhicules a chuté au Mexique de 4,6% sur un an en 2017.

Un changement de gouvernement pourrait avoir un impact sur l'orientation économique favorable aux entreprises et provoquer un tournant dans la position du Mexique à l'égard des négociations de l'accord. Le mécontentement de la population en raison notamment de la montée de la criminalité (2017 a été l'année la plus violente de ces vingt dernières années) et de la corruption ont profité au mouvement anti-establishment, ce qui a renforcé les chances de victoire d'un candidat populiste à la course présidentielle.

Penser au-delà des relations commerciales avec les États-Unis

Le Mexique dispose de dix accords commerciaux signés avec 45 pays. Il semblerait par ailleurs que le pays cherche à établir de nouveaux accords et à en actualiser d'autres comme c'est le cas, par exemple, de l'accord commercial signé avec l'Union européenne. Si le résultat des négociations de l'ALÉNA venait à défavoriser le Mexique, le pays devrait se concentrer sur le renforcement de son climat des affaires car la recrudescence récente de la violence et la faiblesse de l'état de droit ralentissent les investissements. Selon *l'Indice global de l'État de droit du World Justice Project (WJP)* pour 2017-2018, le Mexique se situe à la 92^e place sur les 113 pays évalués et ne devance que le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras, la Bolivie et le Venezuela parmi les 30 économies d'Amérique latine analysées.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2017, Coface comptait ~4,100 collaborateurs dans 100 pays et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA





/ C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

